



**FORMULAIRE 4.5 - FONDS POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX (PBF)  
RAPPORT DE FIN DU PROJET**

**PAYS:** République Centrafricaine  
**PÉRIODE CONSIDÉRÉE:** Décembre 2015 - Décembre 2016

**Intitulé du Programme & Numéro du Projet**

Intitulé du Programme: Projet d'Appui au Cycle Electoral de la Centrafricaine 2014 – 2016  
Numéro du Programme (*le cas échéant*) 00097436  
Numéro de référence du projet au MPTF (Bureau des Fonds d'affectation spéciale pluripartenaires):<sup>1</sup> 00097 289

**Entités participantes de l'ONU**

Liste des entités ayant perçu des fonds directement du MPTF dans le cadre du Programme:

Programme des Nations Unies pour le Développement

**Partenaires d'exécution**

Liste des partenaires nationaux (gouvernement, privé, ONG et autres) et autres organisations internationales:  
Autorité Nationale des Élections  
Ministère de l'Administration du Territoire de la Décentralisation et Régionalisation (MATDR)  
Ministère de la Sécurité Publique et de l'émigration et immigration

**Budget du Programme/Project (en dollars US)**

Contribution du PBF (par l'entité participante de l'ONU)  
USD 1,027,200

Contribution gouvernementale  
(*le cas échéant*)

Autres contributions  
(donateurs) (*le cas échéant*)

Agence France Dévev	2 771 538 \$
Cameroun	1 729 386 \$
Congo	1 670 995 \$
France	559 060 \$
Gabon	1 666 666 \$
Grand Duché	164 474 \$
INTL - USA	1 635 228 \$
Italie	223 174 \$

**Durée du Programme**

Durée totale (*en mois*) 26 mois

Date de démarrage<sup>2</sup>  
(*jour/mois/année*) 25/11/2014

Date de fin prévue à l'origine<sup>3</sup> 31/12/2016  
(*jour/mois/année*)

Date de fin actuelle<sup>4</sup>  
(*jour/mois/année*) 31/12/2016

<sup>1</sup> Le numéro de référence du projet inscrit au Bureau du MPTF est le même que celui figurant dans le Message de notification. Sur le site [MPTF Office GATEWAY](#), l'expression « Project ID3 » (Identité du Projet) est également utilisée.

<sup>2</sup> La date de démarrage est celle à laquelle a lieu le premier versement de fonds de la part du Bureau du MPTF, qui fait office d'Agent administratif. La date du versement figure sur le site [MPTF Office GATEWAY](#).

<sup>3</sup> Conformément à l'approbation du descriptif de projet original par l'instance décisionnaire concernée/ou le Comité directeur.

<sup>4</sup> S'il y a eu prolongation de la durée du projet, la date de fin révisée et approuvée doit figurer à cet endroit. À défaut d'approbation d'une extension du projet, la date de fin réelle est la même que la date de fin prévue à l'origine. La date de fin équivaut à la date de clôture opérationnelle – c'est-à-dire la date d'achèvement de l'ensemble des activités dont est chargée toute organisation participante dans le cadre du Plan MPTF ou du Programme conjoint approuvés.

<i>Japon</i>	400 000 \$
<i>Maroc</i>	500 000 \$
<i>African Union</i>	300 000 \$
<i>UE</i>	20 202 020 \$
<i>UE 2</i>	1 111 111 \$
<i>UN Women</i>	170 000 \$
<i>UNDP</i>	2 000 000 \$
<i>USAID</i>	1 300 000 \$
<b>TOTAL:</b>	37 430 852 \$

<b>Évaluation du Prog/Examen/Éval. À mi-parcours</b>	
Évaluation du rapport à mi-parcours - <i>veuillez joindre le document le cas échéant</i>	
<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Non Date:
Évaluation finale – <i>veuillez joindre le document le cas échéant</i>	
<input type="checkbox"/> Oui	<input checked="" type="checkbox"/> Non Date:

<b>Rapport soumis par</b>
Nom: Aboubacar Koulibaly
Titre: Directeur Pays
Organisation participante (principale): PNUD
Courriel: aboubacar.koulibaly@undp.org

## PARTIE 1 – ÉTAT D'AVANCEMENT DES OBJECTIFS

### 1.1 Évaluation de l'état d'avancement et des objectifs du projet

Pour les projets PRF (c'est-à-dire relevant du Mécanisme de financement du relèvement pour la consolidation de la paix), veuillez identifier les résultats souhaités et les indicateurs du Plan des Priorités auxquels ce projet a contribué:

<b>Résultat(s) souhaité(s) du Plan des Priorités auxquels le projet a contribué.</b>
--

<b>Indicateur(s) de résultat du Plan des Priorités auxquels le projet a contribué.</b>
--

Tant pour les projets IRF (c'est-à-dire relevant du Mécanisme de financement des interventions rapides) que pour les projets PRF, veuillez évaluer l'ensemble des objectifs atteints jusqu'à ce jour: conforme au plan

Tant pour les projets IRF que PRF, veuillez indiquer l'état d'avancement de chaque résultat en utilisant le tableau ci-dessous. Le tableau permet d'énumérer jusqu'à quatre résultats par projet.

**Description du résultat 1:** La sécurisation du processus électoral est assurée et le processus électoral se déroule dans un environnement sécurisé et paisible

**Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat:** conforme au plan

#### État d'avancement des produits

Liste des principaux produits accomplis du projet (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.

- Produit 1.1: Paiement des indemnités journalières aux auxiliaires de sécurité: Suite à la violente crise de septembre 2015, le Comité Stratégique sur les Elections a décidé de ne plus employer les auxiliaires de sécurité mais plutôt d'utiliser les agents de la police et la gendarmerie pour appuyer la sécurisation du scrutin. De ce fait, le projet a appuyé les frais connexes au déploiement de la police et de la gendarmerie (Prime Global Alimentaire);
- Produit 1.2: Achat d'équipement de communication et de sécurité: Vu le changement de stratégie, l'achat d'équipement s'est traduit en achat de crédit de communication et carburant de déplacement sur les sites de sécurisation
- Produit 1.3: Formation des agents auxiliaires de sécurité: Les agents de la police et de la gendarmerie ont tous reçu des séries de formation à chaque déploiement
- Produit 1.4: Recrutement et formation des agents auxiliaires de sécurité: le recrutement ne s'est pas déroulé suite au changement de stratégie

#### État d'avancement du résultat

Décrire l'état d'avancement du résultat. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat a-t-il contribué de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit (3 000 lettres maximum)?

L'appui à la sécurisation du processus électoral a été réalisé à travers 3 canaux : La formation, le déploiement (communication) et le paiement des PGA aux forces de sécurité intérieur (FSI) déployées pour la sécurisation des scrutins.

Particulièrement, les modules enseignés ont porté sur le renseignement en période électorale, l'organisation de la gestion d'un bureau de vote, le rôle des forces de

l'ordre dans la sécurisation des élections, la sécurisation du matériel et du personnel électoral. L'objectif était d'accroître la vigilance des FSI et les rendre capables d'anticiper les risques de sécurité de plus en plus élevés pendant le deuxième tour des élections. Cette formation a débouché sur l'élaboration d'un plan de sécurisation des élections. Aussi, pour mettre l'accent sur la question du genre dans le cadre de la sécurisation des élections, un atelier sur les violences à l'égard des femmes durant les élections a également été organisé.

A différentes étapes du processus électoral et conformément à l'expression des besoins en communication des FSI, du crédit de communication et du carburant pour les déplacements sur les différents sites des scrutins ont été fournis. On a enregistré une communication effective entre les sites à sécuriser et le Centre de Coordination des Opérations Électorales (CCOP). Ceci a contribué au renforcement de la perception chez les centrafricains qu'une sortie de crise, par les élections, était en cours et paraissait possible à court terme. Ces activités ont également contribué à isoler les velléités de perturbations / déstabilisation de la transition politique. Les préoccupations sur la sécurisation des élections qui se sont accentuées après les événements et violences de septembre 2015, ont donc trouvé réponse avec la prise en charge et le déploiement entre autres, des agents de sécurisation sur l'ensemble des huit scrutins. Aucune perturbation significative d'ordre sécuritaire n'a été enregistrée. L'intervention du projet a contribué à pourvoir aux exigences de sortie de crise.

#### **Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement**

*Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment ont-ils été gérés et quelles mesures d'ajustement ont été prises envisagées (1 500 lettres maximum)?*

Les événements d'ordre sécuritaire qui sont advenus pendant 2 semaines en Centrafrique à partir de la deuxième quinzaine de septembre 2015, ont amené les acteurs de la sortie de crise à refuser le déploiement des auxiliaires de sécurité. Il a été recommandé par le Comité stratégique sur les élections de s'en tenir à une sécurisation du processus avec les casques bleus, les gendarmes et policiers de la RCA, avec un appui de la force française Sangaris en cas de besoin d'intervention spécifique.

#### **Description du résultat 2:**

**Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat:** conforme au plan

#### **État d'avancement des produits**

*Liste des principaux produits accomplis du projet (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.*

#### **État d'avancement du résultat**

*Décrire l'état d'avancement du résultat. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat a-t-il contribué de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit (3 000 lettres maximum)?*

### **Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement**

*Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment ont-ils été gérés et quelles mesures d'ajustement ont été prises envisagées (1 500 lettres maximum)?*

### **Description du résultat 3:**

**Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat:** conforme au plan

#### **État d'avancement des produits**

*Liste des principaux produits accomplis du projet (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.*

#### **État d'avancement du résultat**

*Décrire l'état d'avancement du résultat. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat a-t-il contribué de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit (3 000 lettres maximum)?*

### **Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement**

*Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment ont-ils été gérés et quelles mesures d'ajustement ont été prises envisagées (1 500 lettres maximum)?*

### **Description du résultat 4:**

**Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat:** conforme au plan

#### **État d'avancement des produits**

*Liste des principaux produits accomplis du projet (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.*

#### **État d'avancement du résultat**

*Décrire l'état d'avancement du résultat. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat a-t-il contribué de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit (3 000 lettres maximum)?*

### **Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement**

*Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment ont-ils été gérés et quelles mesures d'ajustement ont été prises envisagées (1 500 lettres maximum)?*

## 1.2 Évaluation des données, risques, effets catalytiques, et de la question de la parité entre les sexes dans le cadre du projet durant la période considérée

<p><u>Données factuelles:</u> Quelles sont les données factuelles/ les preuves concrètes appuyant ce rapport et l'état d'avancement du projet? Des processus de consultation ou de validation concernant ce rapport ont-ils eu lieu? (1 000 lettres maximum)</p>	<p>55 officiers de police et de gendarmerie et des responsables de l'Autorité Nationale des Élections formés sur la sécurisation du référendum et du 1ier tour des élections couplées législative et présidentielles du 30 décembre 2015 : 17 de la Police (15 hommes, 2 femmes), 15 de la Gendarmerie (13 hommes, 02 femmes) et 23 de l'ANE (23 hommes, 1 femme) ; Formation des Forces de Sécurité Intérieures (FSI) sur la sécurisation des élections du second tour de la présidentielle et la reprise du premier tour des législatives. Au total 205 participants y ont pris part dont 66 à Bangui, 29 à Bria et 110 à Bouar, au total 101 de la Police (95 hommes, 06 femmes) et 104 de la Police (101 hommes, 03 femmes).</p>
<p><u>Financement des déficits budgétaires:</u> Le projet a-t-il permis de combler les déficits budgétaires cruciaux liés au processus de consolidation de la paix dans le pays? Décrire brièvement. (1 500 lettres maximum)</p>	<p>Le projet a effectivement contribué à réduire le déficit de mobilisation des ressources pour l'organisation des élections de sortie de crise. Les difficultés de mobilisation des ressources ont imposé une révision du budget initial des élections passant de 43 483 745 \$ à 36 652 008 \$ ; soit une réduction de plus de 15%. Cette version du budget a été toutefois revue à la hausse à la suite de l'annulation des résultats du 1ier tour des législatives et le budget final s'est élevé à 39 247 360 \$ dont 94%, soit 36 875 735 \$, ont été mobilisés. Le projet a ouvert une perspective pour la prise en charge de la sécurité électorale qui jusqu'au moment de son approbation (le projet), constituait une préoccupation de l'ensemble des acteurs et partenaires et processus électoral.</p>
<p><u>Effets catalytiques:</u> Le projet a-t-il produit des effets catalytiques, soit en générant des engagements de fonds supplémentaires soit en créant directement des conditions propices à débloquer ou accélérer un processus de paix? Décrire brièvement. (1 500 lettres maximum)</p>	<p>Le projet a eu un effet catalytique "décuplé". En effet, avant l'annonce de l'approbation du projet PBF tous les partenaires étaient sceptiques sur la tenue des élections avant la fin du premier trimestre 2016 en raison de l'insuffisance des ressources mobilisées. L'annonce de l'approbation du projet a apporté une nouvelle impulsion vers la sortie de la crise en même temps qu'elle a contribué à la relance de la mobilisation des ressources auprès des partenaires de la RCA. Elle a notamment induit une impulsion qui a conduit à la conclusion de la contribution de International Law Enforcement (INL).</p>
<p><u>Gestion de risques/innovation:</u> Le projet a-t-il soutenu des activités innovatrices ou risquées dans le cadre d'une consolidation de la paix? Quelles étaient ces activités et quel a été le résultat obtenu?</p>	<p>Hormis le climat d'insécurité et de crise sociale ayant entraîné de sérieuses perturbations au processus électoral pendant la phase d'enregistrement des électeurs, l'absence de banques et de structures financières à l'intérieur du pays constituait un handicap majeur à la poursuite des opérations devant aboutir à la</p>

<p><i>(1 500 lettres maximum)</i></p>	<p>réalisation de la liste électorale puis à l'organisation des scrutins. Les retards de paiement des agents recenseurs ont conduit à des mouvements de contestation ayant entraîné entre autres, la confiscation de kits d'enregistrement. Cette situation, au départ limitée à quelques sous-préfectures, s'est généralisée à pratiquement tout le pays, jetant ainsi de sérieux doutes sur les chances d'aboutissement du processus électoral de sortie de crise. L'apport du PBF a favorisé le déploiement des FSI puis des membres des bureaux de vote et la remontée des informations financières du terrain vers le PACEC. Outre le déploiement des agents en charge de la sécurité, le projet a également permis de mettre à la disposition du Centre Conjoint de Coordination des Opérations Électorales les moyens pour assurer leur mandat de coordination de sécurité.</p>
<p><u>Note d'évaluation sur la parité entre les sexes</u>: La note d'évaluation sur la parité entre les sexes attribuée au début du projet est-elle toujours valable à la fin du projet? Le problème de la parité entre les sexes a-t-il été pris en compte d'une quelconque manière dans la mise en œuvre du projet? Expliquer brièvement. <i>(1 500 lettres maximum)</i></p>	<p>Non applicable</p>

**1.3 ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE PAR INDICATEUR :** Utiliser le **Cadre de résultats du projet** (du document de projet approuvé) pour indiquer dans le tableau ci-dessous l'état d'avancement et les dernières évolutions concernant les indicateurs clefs de performance à la fois pour les résultats et les produits. Dans les cas où des données quantitatives ne sont pas disponibles, donner une explication qualitative dans le tableau ci-dessus. (300 lettres max.)

	<b>Indicateur de performance</b>	<b>Indicateur de départ</b>	<b>Indicateur cible de fin de projet</b>	<b>État d'avancement de l'indicateur actuel</b>	<b>Raisons du changement / délai (le cas échéant)</b>	<b>Indicateur cible rectifié (le cas échéant)</b>
<b>Résultat 1</b> La sécurisation du processus électoral est assurée et le processus électoral se déroule dans un environnement sécurisé et paisible	Indicateur 1.1 Absence de perturbation dans les bureaux de vote le jour des scrutins référendaires, présidentiel, et législatif			Pas de cas de violences, seulement report scrutins vu que les déploiements de logistique difficile		
	Indicateur 1.2 Absence d'agression physique sur les membres des bureaux de votes et entre électeurs les jours des scrutins					
Produit 1.1 Paiement des indemnités journalières	Indicateur 1.1.1 Nombre d'auxiliaire de sécurité déployé		6000	<b>4766 agents des Forces Intérieures de Sécurité ont été déployés</b>		

auxiliaires de sécurité	lors de l'organisation des scrutins					
	Indicateur 1.1.2 Nombre de bureaux de votes couverts par les auxiliaires de sécurité		5000 bureaux de vote	Tous les bureaux de votes ont été couverts		
Produit 1.2 Achat d'équipement de communication et de sécurité	Indicateur 1.2.1 Nombre d'équipement de communication sms, internet, handsets pour les auxiliaires de sécurité	Inexistence de moyens de communication sécurisés entre les aires d'opérations électorales et CTD		<b>Communication assurée entre les aires d'opération grâce à l'acquisition des crédits</b> communication, du carburant pour le déplacement des FSI ainsi qu'en appui du Centre de Commandement et de Coordination des Opérations Électorales.		
	Indicateur 1.2.2					
Produit 1.3 Formation des agents sur la sécurisation	Indicateur 1.3.1 Nombre d'agents formés sur la sécurisation des élections	Inexistence des agents de sécurisation formés		<b>205 Officiers de Police et de Gendarmerie ainsi que des membres de l'ANE, ont été formés sur la</b>		

des élections				<b>sécurisation des élections</b>		
	Indicateur 1.3.2					
<b>Résultat 2</b>	Indicateur 2.1					
	Indicateur 2.2					
Produit 2.1	Indicateur 2.1.1					
	Indicateur 2.1.2					
Produit 2.2	Indicateur 2.2.1					
	Indicateur 2.2.2					
Produit 2.3	Indicateur 2.3.1					
	Indicateur 2.3.2					
<b>Résultat 3</b>	Indicateur 3.1					
	Indicateur 3.2					
Produit 3.1	Indicateur 3.1.1					
	Indicateur 3.1.2					
Produit 3.2	Indicateur 3.2.1					

	Indicateur 3.2.2					
Produit 3.3	Indicateur 3.3.1					
	Indicateur 3.3.2					
<b>Résultat 4</b>	Indicateur 4.1					
	Indicateur 4.2					
Produit 4.1	Indicateur 4.1.1					
	Indicateur 4.1.2					
Produit 4.2	Indicateur 4.2.1					
	Indicateur 4.2.2					
Produit 4.3	Indicateur 4.3.1					
	Indicateur 4.3.2					

## **PART 2: ENSEIGNEMENTS TIRÉS ET EXEMPLE D'ASPECT DU PROJET RÉUSSI**

### **2.1 Enseignements tirés**

*Indiquer un minimum de trois enseignements clés tirés de la mise en œuvre du projet. Ceux-ci peuvent inclure des enseignements sur les thèmes liés directement au projet, à son processus de mise en œuvre ou encore à sa gestion.*

Enseignement 1 (1 000 lettres maximum)	
Enseignement 2 (1 000 lettres maximum)	La mise en œuvre du projet a démarré sans mobilisation préalable de ressources et une couverture minimale des besoins budgétaires. Ceci a eu pour effet une tension constante sur la trésorerie du projet ainsi que du bureau pays et a engendré des risques d'éviction sur les ressources d'autres projets tout aussi important pour la sortie de crise. Il est souhaitable de parvenir à mobiliser 50% de ressources avant le démarrage d'un projet d'assistance électorale
Enseignement 3 (1 000 lettres maximum)	Outre le comité de pilotage du projet, un comité stratégique a été institué à l'initiative du PNUD afin de favoriser la construction de consensus sur les points critiques du processus de sortie de crise en lien avec les élections. Cependant, les fréquences des séances de ce comité ont fini par avoir un effet d'éviction sur les comités (comité technique et comité de pilotage) du projet à proprement parlé avec pour effet, une insuffisance relative dans la préparation des comités stratégiques.
Enseignement 4 (1 000 lettres maximum)	
Enseignement 5 (1 000 lettres maximum)	

### **2.2 Exemple d'aspect de projet réussi (OPTIONNEL)**

*Donner un exemple d'aspect de ce projet réussi pouvant figurer sur le site Internet de PBSO et dans la Newsletter ainsi que dans le Rapport Annuel sur la performance du Fonds. Veuillez indiquer, s'il vous plait, les éléments et chiffres clés ainsi que les citations (3 000 lettres maximum).*

Appui à la communication au delà des talkie walkie: appui à la coordination nationale basé au niveau de la minuscule et les agents FSI ont pu relayer les difficultés sur le terrain pour recevoir des solutions immédiates

Le déploiement des FSI a permis à ce que pendant ces trois scrutins, 600 millions CFA ont été payés à plus de 18 mille agents électoraux dans les 16 préfectures du pays et les 8 arrondissements de Bangui.

Ce mécanisme de paiement a permis de renforcer la confiance entre les agents électoraux et l'ANE. Il a surtout été un élément déterminant dans le réengagement de tous les acteurs de terrain dans la gestion des opérations électorales. Selon, Bienvenu Ngouabingui, Président du bureau de vote N°2 dans la 3<sup>ème</sup> circonscription électorale du 3<sup>ème</sup> arrondissement de Bangui, l'assurance de la rémunération donnée par la présence des agents payeurs sur le terrain a été déterminante dans la relance des opérations électorales « Les agents de bureau de vote

avaient travaillé avec application et assiduité quand ils étaient sûrs que l'argent était là », affirme-t-il.

## PART 3 – ÉTAT D'AVANCEMENT DES ALLOCATIONS BUDGÉTAIRES ET DES PROCESSUS DE GESTION

### 3.1 Commentaires sur l'état général des allocations budgétaires

*Veillez indiquer si les dépenses liées au projet ont été en phase, en retard, ou en décalage avec les allocations budgétaires initialement prévues: en décalage*

Si les dépenses ont été en retard ou en décalage, veuillez expliquer brièvement (500 lettres maximum).

Les difficultés de mobilisation des ressources ont causé des retards sur l'exécution des dépenses. Ceci des fois quand bien même des ressources ont été mobilisées, parcequ'il y avait des retards dans des décaissements / mises à dispositions des fonds.

Veillez donner des progrès sur l'utilisation des fonds par résultat et produit.<sup>5</sup>

Numéro du produit	Titre du produit	Agence ONU récipiendaire	Budget approuvé	Budget dépensé	Commentaires sur l'état de dépense
Résultat 1:					
Produit 1.1					
Produit 1.2					
Produit 1.3					
Résultat 2:					
Produit 2.1					
Produit 2.2					
Produit 2.3					
Résultat 3:					
Produit 3.1					
Produit 3.2					
Produit 3.3					
Résultat 4:					

<sup>5</sup> Veuillez noter que les informations financières sont préliminaires, en attendant la soumission du rapport financier annuel à l'Agent Administratif.

Produit 4.1					
Produit 4.2					
Produit 4.3					
Totale:					

### 3.2 Commentaires sur les processus de gestion et de mise en œuvre

*Veillez commenter sur les processus de gestion et de mise en œuvre du projet, telle que l'efficacité des partenariats de mise en œuvre, la coordination/cohérence avec d'autres projets, toute coopération Sud-Sud, les modalités d'appui, les quelconques activités de capacitation, l'utilisation de systèmes de pays partenaires le cas échéant, le soutien du Secrétariat du PBF et la supervision du Comité conjoint de pilotage (pour PRF seulement). Veillez également mentionner les changements apportés au projet (quel type et quand) (2 000 lettres maximum):*

La mobilisation des ressources pour l'appui au processus électoral en RCA a enregistré une contribution de pays de la sous région de l'Afrique centrale. Le Cameroun, le Congo et le Gabon ont chacun fait une contribution de plus d'un million de dollars, donnant ainsi un bel exemple de coopération sud sud.

La contribution du PBF est arrivé à une période cruciale de la mise en oeuvre du projet. Outre le fait que cette contribution ait permis de faire face aux besoins de la sécurisation du premier tour des présidentielles combiné avec le premier tour des législatives, elle a servi de catalysateur et permis une relance de la mobilisation des ressources.